

Atelier sur la création d'un cadre concerté  
pluri-acteurs de **lutte contre les discours de  
haine dans les médias et les réseaux sociaux**  
au Cameroun

# Rapport Final



# 01 Introduction

## a. Contexte & Justification.

Le Cameroun est un pays multiculturel et multilingue qui compte plus de 250 groupes ethniques et deux langues officielles : l'Anglais et le Français. Le pays est confronté à divers défis liés à la cohésion sociale, à l'unité nationale et à la paix, en particulier depuis l'éclatement de la crise anglophone en 2016 et la montée de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord. La crise post-électorale de 2018 a été stimulée par des sous-entendus tribaux qui ont alimenté les tensions dans le pays, à la fois en ligne et hors ligne, avec un pseudo clivage ethnique et politique et l'émergence d'une rhétorique Tontinard/Sardinard. Ces défis ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 et ses impacts socio-économiques. L'un des facteurs qui contribuent à ces défis est le discours de haine, qui est défini par les Nations unies comme « toute forme de communication par la parole, l'écrit ou le gestuel, qui attaque ou utilise un langage péjoratif ou discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe sur la base de ce qu'ils sont, en d'autres termes, sur la base de leur religion, ethnicité, nationalité, race, couleur, ascendance, sexe ou autre facteur d'identité ». Le discours de haine incite à la violence, à la discrimination et à l'hostilité à l'égard d'individus ou de groupes, compromet l'harmonie sociale et menace les valeurs démocratiques.

Depuis quelques années au Cameroun, les discours de haine sont observés à la fois en ligne et dans les médias mainstream, en particulier pendant les périodes électorales et parfois dans des interactions sur des sujets à caractère communautaire ou liés à la crise anglophone (conflit séparatiste armé qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016). Ce type de discours alimente des velléités d'intolérance, du rejet de l'autre, de division et souvent à des attaques tribales qui entraînent des pertes de vies humaines.

Parmi les notions faisant référence aux discours haineux en ligne, on peut citer les termes péjoratifs utilisés pour désigner différents groupes ethniques ou régions (tels que «Anglofou», «Francofufu», «Biafra», «Beti mafia», «Anglophone a Gauche», «Kaado», «Wari Wari», «Mouton», etc.) des insultes à l'encontre d'opposants politiques ou d'autorités publiques (telles que «dictateur», «voleur», «marionnette», «Tontinard/Sardinard»), des appels à la violence (tels que «tuez-les tous»), des informations fausses ou trompeuses qui stigmatisent certaines communautés (en les accusant par exemple de propager la corruption ou de soutenir le terrorisme).

## a. Background & Justification

Cameroon is a multicultural and multilingual country with over 250 ethnic groups and two official languages: English and French. The country faces various challenges related to social cohesion, national unity and peace, particularly since the outbreak of the Anglophone crisis in 2016 and the rise of violent extremism in the Far North region. The 2018 post-election crisis was stimulated by tribal undertones that fueled tensions in the country, both online and offline, with a pseudo ethnic and political divide and the emergence of Tontinard/Sardinard rhetoric. These challenges have been exacerbated by the COVID-19 pandemic and its socio-economic impacts. One of the factors contributing to these challenges is hate speech, which is defined by the United Nations as «any form of communication by word, writing or gesture, which attacks or uses derogatory or discriminatory language against a person or group on the basis of who they are, in other words, on the basis of their religion, ethnicity, nationality, race, color, descent, sex or other identity factor». Hate speech incites violence, discrimination and hostility towards individuals or groups, undermines social harmony and threatens democratic values.

For some years now in Cameroon, hate speech has been observed both online and in the mainstream media, particularly during

election periods and sometimes in interactions on community-related topics or linked to the Anglophone crisis (the armed separatist conflict that has trapped the North-West and South-West Regions since 2016). This type of discourse fuels intolerance, rejection of others, division and often tribal attacks that result in loss of life.

Among the terms that can be referred to as online hate speech, there are pejorative words used to designate different ethnic groups or regions (such as «Anglofou», «Francofufu», «Biafra», «Beti mafia», «Anglophone a Gauche», «Kaado», «Wari Wari», «Mouton», etc.), insults against ethnicity, and the use of the word «Mouton», ), insults against political opponents or public authorities (such as «dictator», «thief», «puppet», «Tontinard/Sardinard»), calls to violence (such as «kill them all»), false or misleading information that stigmatizes certain communities (accusing them, for example, of spreading corruption or supporting terrorism).





## c. Objectifs spécifiques :

Les objectifs spécifiques se déclinent en plusieurs sous-points ainsi qu'ils suivent :

- Engager les professionnels des médias dans une discussion ouverte sur la propagation du discours de haine et ses dangers pour la société ;
- Échanger des idées et des perspectives sur les formes existantes de discours de haine, leur manifestation au sein des communautés et les formes émergentes ;
- Réfléchir à des stratégies innovantes pour freiner leur propagation et éduquer les masses sur les dangers qu'ils représentent pour la société ;
- Identifier les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER) au sein des communautés qui peuvent être mis à profit pour favoriser la cohésion sociale et une paix durable au Cameroun.
- Définir et adopter une approche multipartite pour lutter contre les discours de haine et la violence qui en résulte dans la société ;
- Favoriser les actions collectives visant à promouvoir les bonnes pratiques parmi les acteurs étatiques et privés, les partenaires internationaux et les amoureux de la paix.



# 02 Méthodologie

L'atelier s'est déroulé sous forme d'échange, de travaux de groupe et des recommandations ou les participants se sont penchés sur plusieurs sujets parmi lesquels :

- Quel est le rôle de l'Observatoire dans la conceptualisation de la notion des discours haineux: Pour une approche normative de la lutte. (Pour l'établissement de la commission de conceptualisation & éducation);
- Observatoire & discours haineux : Stratégies et démarches opérationnelles à prendre en compte;
- Promotion de l'observatoire : Quelles stratégies de communication et de sensibilisation à prendre en compte pour une efficacité certaine dans la lutte contre les discours haineux (Commission communication);
- Recherche des financements et prospection : Comment assurer la pérennité et la durabilité de la lutte conjointe contre les discours haineux via l'observatoire ?



# 3 Participants

L'atelier pluri-acteurs a vu la présence de plus de 110 participants issus d'institutions publiques, d'organisations non gouvernementales, de missions diplomatiques, d'associations de médias et des organisations de la société civile. Plus de 16 médias ont été représentés et ont assuré la couverture médiatique et informationnelle de l'atelier de travail.



# 04 Déroulement des travaux

**Moderatrice : Carole Leuwe**

**Mot du Représentant pays #defyhatenow/Civic Watch Cameroon**

*Cameroon's remarkable recent progress is overshadowed by the pervasive threat of hate speech and misinformation, particularly in online spaces. These forces fuel social divisions, hindering national cohesion and peaceful development. Recognizing this critical challenge, Association Civic Watch (Civic Watch) through its flagship project #defyhatenow have been proposing alternative actions towards countering hate both online and offline. The Upcoming elections in 2025 in Cameroon already signals the dangers that hate speech can have on the country's democratic progress.*

*With support from the European Union delegation to Cameroon (EU), Civic Watch and the EU came up with a dialogue platform that seeks to unite all actors from the civil society and national institutions to watch, warn and take actions against hate speech in Cameroon during electoral periods. This initiative seeks to bridge the gap between government institutions and the civil society in fighting against hate speech in Cameroon.*

*This engagement shall involve policymakers and practitioners through open dialogue and knowledge exchange as they look for response to the problems of hate speech and mitigation strategies. By creating this platform for collaboration*

*between the government here represented by the Minister of Communications and a cross section of the civil society testifies of the engagement of people to jointly fight hate.*

*I want to take this opportunity to welcome people of good will who have taken out time to honour this invitation. May I equally warn you that this is an uphill task that will not be easy given the nature of the job you shall be called upon to do. The active participation of the EU and its member states has been crucial for this project's success. The EU's involvement lends international weight and support for the initiative, "We must put general interest in front and above association and organisation ego.*







## Mot de M. Philippe LAFOSSE, Conseiller Politique et Adjoint au Chef de Délégalion de l'UE au Cameroun

Extrait

Comme nous le savons tous, le Cameroun, fier de sa diversité culturelle et sociale, est confronté à un certain nombre de tensions qui sont exacerbées en partie par la circulation des discours en ligne ou dans les médias qui enflamment davantage la situation déjà fragile. Dans un tel contexte et surtout à quelques mois des échéances électorales qui nous attendent, les discours de haine relayés en ligne présentent à moyen terme de graves dangers pour la cohésion d'une société démocratique, la protection des droits de l'homme et l'État de droit. Face à cette réalité universelle, il est impératif que nous agissions ensemble. Et cela nécessite une action concertée de plusieurs acteurs venant de divers domaines. C'est donc pour cette raison que La Délégalion de l'Union Européenne au Cameroun œuvrant pour la lutte contre les discours haineux depuis quelques années, plaide et soutient aujourd'hui activement l'initiative Civic Watch Cameroon qui travaille à la mise en place d'un cadre dynamique multi-acteurs dédié à prévenir,

sensibiliser, détecter et atténuer toute forme de message à caractère haineux en ligne et dans les médias.

Mesdames et Messieurs

Cette plateforme multi-acteurs de lutte contre les discours haineux composée d'acteurs de la société civile, des représentants des médias, des partis politiques, des acteurs publics et privés, se veut être un outil essentiel pour surveiller, analyser et contrer efficacement ces discours toxiques qui peuvent menacer la cohésion sociale et la paix qui est un principe cher au Cameroun. Il permettrait de recueillir des données pertinentes, d'identifier les tendances émergentes et les groupes cibles, et d'évaluer l'impact de ces discours sur nos sociétés. En fournissant des informations précieuses aux décideurs politiques, aux médias et à la société civile, un tel cadre pourrait contribuer à orienter les politiques publiques, à sensibiliser le public et à promouvoir le dialogue interculturel franc et constructif.

Mais plus que cela, qu'il s'agisse d'un réseau, d'un mouvement ou d'un observatoire multi-acteurs de lutte contre les discours haineux, cette initiative enverrait un message fort à la communauté nationale et internationale: celui de notre engagement commun en faveur des valeurs de tolérance, de respect et

de dignité humaine. En unissant nos forces pour combattre les discours haineux, nous affirmons notre détermination à construire un monde où chacun peut vivre librement, sans crainte d'être victime de discrimination ou de violence. Si nous reconnaissons et félicitons les efforts de l'Etat Cameroun à endiguer ce phénomène par la mise en œuvre des plusieurs actions menées sur le terrain depuis quelques années par le Ministère de la Communication, le Ministère des Postes et Télécommunications, le Conseil National de la Communication, la Commission nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, nous tenons également à saluer chaleureusement l'engagement des associations et organisations locales qui travaillent au quotidien à reculer les frontières de la haine en ligne et aux seins des communautés locales. Nous pensons ici à Civic Watch via l'initiative defyhatenow soutenu par l'Etat Fédéral d'Allemagne et qui est celle qui nous réunit tous ici à ce jour. Mesdames et Messieurs, la lutte contre les discours haineux est un défi complexe, mais il est

de notre devoir de le relever. En mettant en place un observatoire dédié à cette lutte, nous envoyons un signal clair : celui de notre volonté de construire un avenir meilleur pour tous. Je vous appelle donc à vous joindre à moi dans cet effort crucial. Ensemble, nous pouvons et nous devons faire la différence.

Je vous remercie.



## Intermede



## Exposé Inaugural

Lutte contre les discours haineux à travers l'utilisation des outils numériques et les TIC au Cameroun: Contexte et Perspectives

**AKERE T. MUNA: Ancien Bâtonnier du Cameroun**



## Mot d'ouverture de Monsieur le Ministre de la Communication

Extrait

Mesdames et Messieurs,

Les discours haineux ne sont pas simplement des mots lancés dans l'air, ils sont les précurseurs des actes les plus abjects et destructeurs que notre humanité puisse connaître. Ils sont intrinsèquement une attaque contre la tolérance, l'inclusion, la diversité et l'essence-même de nos normes et principes traditionnelles, républicaines et démocratiques. Ils sapent les fondements mêmes de notre vivre-ensemble, déchirent le tissu social et alimentent les flammes de la division et de la violence, en faisant reculer la cause de la paix, de la stabilité, du développement durable et des droits de l'homme pour tous. Aucune société ne peut se permettre de rester passive face à cette menace insidieuse qui ronge nos valeurs les plus fondamentales de respect, de tolérance et de dignité humaine.

Mesdames et Messieurs,

L'actualité nationale démontre à suffisance que des propos postés sur les réseaux sociaux peuvent avoir un impact sur la sécurité de l'Etat et des personnes. C'est davantage l'occasion de prendre conscience d'une commune volonté de mutualiser nos efforts pour prévenir les effets néfastes de ce fléau. La vitesse de l'information, la diversité des canaux de communication ainsi que la largesse des audiences amplifient la moindre tentative de dissémination de discours incitatifs à la haine.

C'est pourquoi cet atelier de réflexion pour la création de cet observatoire revêt une importance capitale. Nous devons non seulement surveiller et analyser les discours haineux sous toutes leurs formes, mais aussi élaborer des stratégies efficaces pour les contrer et les prévenir. Nous devons éduquer, sensibiliser et mobiliser nos communautés pour qu'elles deviennent des

remparts contre cette vague de haine qui cherche à noyer notre humanité sous ses flots toxiques.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de cet atelier, je vous encourage à partager vos idées, vos expériences et vos recommandations. Nous devons travailler main dans la main, en mettant de côté nos différences, pour forger des solutions qui auront un impact réel sur le terrain. Nous sommes convaincus que c'est de la conjugaison de nos efforts et de l'optimisation des actions à mener au sein de ce cadre de réflexion, jaillira une énergie positive capables les germes de la paix dans les esprits afin d'y anéantir les mots qui stigmatisent, discriminent, divisent pour déboucher sur des violences atroces.

Le besoin de mise en œuvre de cette initiative afin prévenir et de sensibiliser les uns et les autres sur les menaces qu'un mauvais usage de la liberté d'expression et de la presse, par exemple, fait peser sur la stabilité du pays et la cohésion nationale. C'est pour cette raison, que le Ministère de la Communication, garant de la mise en œuvre de la politique de communication du Chef de l'Etat, apporte tout son soutien à la mise en œuvre de cette dynamique de coalition de la société civile et des médias.

Mesdames et Messieurs,

Quelques jours après la célébration de la fête de la Jeunesse, il est important de déclarer que nos enfants méritent un monde meilleur, débarrassé de la haine et de l'intolérance. C'est à nous, ici et maintenant, de leur offrir cet héritage.

En conclusion, permettez-moi de réaffirmer l'engagement total de notre gouvernement dans cette lutte essentielle. Nous mettrons tous les moyens nécessaires pour soutenir cette initiative dans sa mission cruciale. Ensemble, nous avons le pouvoir de faire la différence. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où le respect et la diversité sont célébrés, où chacun se sent en sécurité et respecté dans sa différence. Ensemble, nous vaincrons les discours haineux et nous bâtirons un avenir de paix, de justice et d'inclusion pour tous. Et cela nécessite un engagement ferme et une action résolue.



*En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert l'atelier de réflexion sur le lancement d'un observatoire multi-acteurs de la société civile et des médias de lutte contre les discours haineux au Cameroun.*

*Je vous remercie.*



## Photo de famille



**Panel Discussions:** Réflexions sur les discours haineux et ses dérives : le rôle des acteurs locaux pour inverser la tendance à l'aune des élections au Cameroun

## Panellistes :

- **Pr. Armand Leka Essomba:** Sociologue, Professeur, Université de Yaoundé I, Directeur exécutif du CERESC chez Université de Yaoundé I
- **Madama Yvonne Muma Bih:** Co-Foundateur du Cameroon Women Peacebuilders Movement et Membre du Cameroon Women Peace Convention
- **Mr. Serge Bayimbe:** Spécialiste des programmes, expert en communication pour le développement chez UNESCO Afrique centrale
- **Mr. Ngala Desmond:** President de l'Association Civic Watch/Representative Pays #defyhatenow



## ATELIER DE TRAVAIL

### Thématique principale : Quelles stratégies multi-acteurs à mettre en œuvre contre les discours haineux pour prévenir les tensions et les violences pour la stabilité au Cameroun?

**Groupe 1 :** Réflexions sur la définition d'un cadre conceptuel et réglementaire des discours haineux au Cameroun: Comment comprendre la dynamique des discours haineux et ses dérives

Ce groupe de discussion s'est appesanti sur la

problématique de l'établissement d'une définition claire de ce que c'est un discours haineux en fonction du contexte local au Cameroun. Il s'agissait pour les participants de proposer des axes d'analyse pour mieux définir un cadre conceptuel et d'améliorer le cadre réglementaire pour déterminer le caractère haineux ou non d'un discours.

Pour établir un cadre conceptuel et réglementaire, il est important de prendre en compte plusieurs éléments pour qualifier un mot/terme ou un message de discours haineux notamment :

- le contexte
- le porteur du message
- le contenu et la forme du discours
- la probabilité à ce que le discours soit vecteur de haine ou de rejet.

Il est à noter que l'objet du discours est déterminant pour caractériser de haineux un message ou un ensemble de mots. un discours peut être qualifié de haineux en évaluant son amplification/évolution, l'intention de nuire qui motive sa diffusion, sa disposition à stigmatiser une communauté spécifique.

la prolifération des discours de haine peut conduire à plusieurs conséquences introvertis et extravertis vis à vis de l'individu ou d'une collectivité notamment :

- L'anti-locution (Plaisanteries)
- l'évitement, l'invisibilité ou l'indifférence qui se manifestent suite aux messages appelant à la mise à l'écart, au rejet ou à l'exclusion.
- l'instauration d'un climat de

méfiance, de peur et d'intolérance

- la discrimination ou la ségrégation qui est une forme plus élevée de la mise à l'écart
- L'attaque physique / la violence physique
- l'extermination / l'extrémisme violent au sens de Gordon Allport

**Recommandations :** Pour au mieux atténuer les discours haineux sur le plan réglementaire,

- Il est recommandé de les dénoncer systématiquement.
- de promouvoir davantage l'éducation aux médias et à l'information pour toutes les couches sociales
- Changer le narratif et l'approche de traitement de la problématique des discours haineux en déplaçant l'attention de l'aspect péjoratif que revêt la notion de 'discours haineux' pour une notion plus inclusive, positive qui renvoie à une visualisation plus positive de la problématique du vivre ensemble et de la cohésion sociale ( Selon le Pr Charly Gabriel Mbock)
- Engager et insister sur la responsabilité sociétale des tous les acteurs au sein de la société partant de l'unité familiale à l'Etat-nation.
- Améliorer la Loi de 2010 sur la cybercriminalité 241 CP.

**Rapporteur : Dr Nkulu Atangana**

**Coordonnateur : Pr Charly Gabriel Mbock**

**Groupe 2:** Idées et propositions sur la démarche méthodologique et de la stratégie opérationnelle à adopter pour détecter, analyser et atténuer les discours haineux dans les médias, en ligne et hors ligne

Au terme de la séance de réflexion, le groupe 2 est sorti avec une série de propositions stratégiques qui permettront à l'observatoire multi-acteurs détecter, analyser et atténuer les discours haineux

dans les médias, en ligne et hors ligne, notamment :

### Comment détecter les discours de haine :

1. Se documenter sur le champ lexical du discours de haine ;
2. Créer une base de données des discours de haine et l'enrichir constamment de nouveaux vocabulaires discriminants ;
3. Mettre ce lexique à la disposition des algorithmes, sous forme de mots-clés et de tags qui permettront de repérer et traquer, par le signalement, tous les propos blessants en ligne.

### Démarche pour analyser les discours de haine :

1. Recruter des modérateurs locaux qui travaillent avec les réseaux sociaux pour apprécier le contexte de l'utilisation de mots choquants, en vue d'une censure à posteriori si est avéré qu'ils sont utilisés dans l'intention de nuire ;
2. Scruter systématiquement les publications qui font le buzz et enregistrent le pic de réactions, aux fins de s'assurer qu'ils ne renferment pas de discours de haine, et les signaler en cas de besoin pour censure.

### Stratégie pour atténuer les discours de haine dans les médias, en ligne et hors ligne

1. Education à la citoyenneté dès l'école primaire ;
2. Introduction du numérique et son bon usage dans les curricula de formation dès la base ;
3. Application de la loi pour punir les auteurs de discours de haine, avec des sanctions échelonnées, allant de l'avertissement à l'emprisonnement en passant par la suppression des comptes et autres mesures de répression ;
4. La suppression de tous les faux comptes sur les réseaux sociaux ;
5. L'identification systématique de tout internaute au moment de la création de compte sur les réseaux sociaux.
6. Promouvoir une charte de bonne conduite en



ligne et hors ligne pour la paix et la cohésion sociale au Cameroun

**Rapporteur : Marie-Noëlle GUICHI**

**Coordonnateur : Pr Baba WAME**



**Groupe 3:** Réflexions sur les stratégies de financements et d'appui de l'observatoire pour un impact à long terme

Pour assurer la mise en place de l'observatoire pour un fonctionnement effectif sur le moyen et long terme, il est nécessaire de multiplier des stratégies de financements pour couvrir les dépenses liées à la structuration et au fonctionnement de la plateforme de manière autonome. A cet effet, plusieurs propositions ont été émises :

- Identification et inciter l'engagement des parties prenantes ayant un intérêt dans la lutte contre les discours haineux pour un appui et accompagnement technique et financier. Pour cela, il faudra au préalable faire une cartographie des parties prenantes (stakeholders mapping).
- Rechercher et développer des partenariats multisectoriels avec des acteurs nationaux et internationaux. Notamment avec le Barreau camerounais pour un accompagnement et des conseils juridiques: les représentations

diplomatiques, les instituts académiques et de recherche et think tanks etc.

- Procéder aux levées des fonds périodiques en mobilisant les OSC, influenceurs et bénévoles pour la mise à disposition d'un personnel et des moyens logistiques pour pérenniser le travail de la plateforme.
- Solutionner les projets et appels à candidatures pour soutenir les projets lancés sur le plan local et international.

**Rapporteur : Messambe Cedric**

**Coordonnateur : Muma Bih Yvonne**

**Groupe 4:** Réflexion sur les bonnes pratiques de communication et de sensibilisation pour l'engagement de plus d'acteurs dans la lutte contre les discours haineux

Il s'agissait pour ce groupe d'émettre des recommandations sur les stratégies à mettre en œuvre pour attirer plus d'acteurs et de partenaires lors des campagnes de sensibilisation en ligne et au sein des communautés locales. Pour ce faire, les participants ont défini au préalable les différentes parties prenantes à engager au niveau des arrondissements, des départements et des régions sur la base de l'approche "Bottom-top".

Par ailleurs, il est nécessaire de faire une segmentation des secteurs d'activité où il est identifié une recrudescence des discours haineux et les organisations/associations/institutions qui opérant dans ces domaines pour les engager. Il est cité ici comme exemple :

- Des associations jeunes,
- Des leaders/responsables des marchés,
- Des leaders communautaires et religieux,
- Des responsables d'associations/réunions communautaires/tontines
- Des créateurs de contenu/influenceurs
- Des acteurs de la société civile

Par la suite, pour que les campagnes de communication et de sensibilisation puissent porter des fruits, il importe de contextualiser les messages à propager en fonction de l'environnement de la culture des populations cibles.

Les canaux de communication et de sensibilisation à prioriser au niveau local, sont les radios communautaires, les crieurs de rue, les groupes d'échanges et de discussion (principe de l'arbre à palabre) pour démystifier la notion de discours haineux. Mettre l'accent sur les groupes de discussion et d'échanges entre les acteurs locaux permettra au public de participer en donnant leurs avis et propositions sur les meilleures façons d'atténuer les discours de haine dans leur contexte spécifique. Dans le but de mieux engager des personnes vivant dans des zones rurales, il faudra adopter les langues locales pour faciliter les échanges et les interactions lors des groupes de discussion.

Il a été précisé parce que les médias sont parfois les principaux vecteurs de haine à travers la diffusion de contenus stigmatisants et discriminatoires qui ont tendance à rejeter une frange de la communauté, il devient impératif pour les médias de changer de paradigme de fonction; non pas pour vouloir s'assimiler aux médias occidentaux mais en adoptant une fonction fondamentale d'éducation et de promotion de l'éthique, du vivre ensemble et de la culture de la tolérance.

**Rapporteur : Ngufack Ntemgwa**

**Coordonnatrice : Me Balbine Manga**



# 05 ANNEXES

## A1. Rapport de la 1<sup>ère</sup> séance de réflexion



### PROJET N°SEAE -12/2023-DELCMRY-PIO-SER

Rapport de la session de réflexion sur la mise en place d'un  
Observatoire pluri-acteurs dédié à la lutte contre les discours de haine  
au Cameroun

Date : 09 Janvier 2024

Heure / Time : 15h

Lieu / Venue : Djeuga Hotel – Yaoundé

Organisateur : #defyhatenow / Civic Watch Cameroon

Modératrice : Marie Noelle Guichi

Rapporteur : Donald Tchiengue



La session de travail a débuté par le Mot d'ouverture de Représentant Pays #defyhatenow/Civic Watch Cameroon qui a rapidement présenté la vision et le besoin de mettre sur pied une sorte d'observatoire qui aura pour but de fédérer les efforts des acteurs divers pour lutter plus efficacement contre les discours haineux à la veille de l'échéance électorale à venir en 2025. Pour illustrer ces propos, il a tenu à présenter l'outil de #defyhatenow 'Mungo 2.0' qui sert à cartographier les tendances en ligne ayant des références aux messages haineux et aux foyers de crise et de violence au Cameroun.

Après la présentation de Ngala Desmond, Denis Mbezele de la CNC a pris la parole pour préciser que l'initiative est à son sens une proposition pratique qui se démarque des initiatives qui se font depuis quelques années au Cameroun. Il pense que l'avantage de ce type d'activité c'est la volonté de matérialiser de manière pragmatique les actions de lutte contre les discours haineux : Comment les identifier, les cartographier et les atténuer. De ce fait, parce qu'il est nécessaire de s'unir pour plus d'impact, il attend de cette rencontre des débuts de propositions, de solutions et de prise de décisions.

Blaise Pascal Andzongo (Eduk-Media) intervient en précisant d'entre jeu qu'il est important de déterminer le sens contextuel à donner au concept de discours haineux au Cameroun. Pour lui c'est à partir de la définition d'un cadre conceptuel clair qu'on pourra mieux adresser des solutions efficaces pour y faire face.

Comfort Musa (Sisterspeak 237) a pris la parole en posant la question de savoir s'il est possible d'intégrer les magistrats et avocats dans l'observatoire à mettre en place. Selon elle, il est impératif d'intégrer les acteurs du corps juridique dans ce type d'initiative. Elle ajoute par ailleurs que les discours de haine ne sont pas que des mots ; c'est tout un narratif construit dans le temps qu'il faut déconstruire. Ngala a repris la parole pour préciser que c'est effectivement l'un des rôles de l'observatoire : De manière consensuelle, identifier et définir les messages à considérer comme

haineux en fonction des réalités locales, culturelles et sociologiques. Cela justifie la présence des universitaires à l'instar du Pr Baba Wamé et le désir d'ajouter des cadres du corps juridique.

Dr Sakah Bernard soutient qu'il est très important d'avoir ce type d'actions concertées réunissant plusieurs acteurs de divers domaines. Il juge que justement au sein de cet observatoire qu'il sera possible de pousser la réflexion sur la conceptualisation endogène des discours haineux. En outre, il a posé une question portant sur l'outil «Mungo 2.0» qui est de savoir s'il est possible de toujours vérifier l'authenticité des informations (alertes) et des données qui sont publiées sur la plateforme. En plus, il voudrait savoir s'il est possible d'avoir des exemples illustratifs de comment fonctionne la plateforme en termes d'alerte. Enfin il demande comment s'assurer que l'initiative de l'observatoire cadre avec la réalité de terrain et quelles peuvent être les perspectives.

Ateki Seta (New Seta) est revenu sur le concept d'observatoire. Il a tenu à demander quel sens voudrions-nous donner à ce concept et à l'initiative à mettre sur pied. Quelles sont les attentes, les perspectives, le groupe cible vis-à-vis de cet observatoire ? Il est revenu également sur la problématique de la définition de discours haineux et de l'identification du cadre légal. Il a suggéré de ne pas seulement se focaliser sur les manifestations des discours haineux en ligne, mais de savoir comment anticiper la promotion de ces discours sur le terrain et s'assurer de les reporter efficacement. Par ailleurs, il juge nécessaire d'engager les acteurs gouvernementaux dans cette initiative pour la garantie de pérennisation du projet et pour espérer avoir des financements conséquents. Quoiqu'il pose la question de la pertinence de cet observatoire dans un contexte où plusieurs initiatives similaires existent déjà.

Boutchouang Nghomsi (JCI) appuie l'idée de ce type d'initiative. Il pense que le concept observatoire sied mieux pour illustrer ce qu'on compte faire au sein de cette plateforme multi-acteurs. Tout en mettant l'emphase sur la besoin de bien définir



le concept de discours haineux, il précise que cette initiative est opportune et doit être différente de ce que les acteurs du gouvernement mènent car les OSC ont des procédures de fonctionnement et des expériences de terrain différentes.

Le Pr Baba Wamé rassure de l'importance de ce type de synergie d'actions. Il pense qu'avant de s'attaquer aux conséquences des discours haineux, on devrait adopter des mesures d'anticipation pour faire face efficacement aux causes des discours haineux au Cameroun. En le faisant, les efforts à fournir pour atténuer les conséquences seront moindres. Plutôt que de rechercher une définition consensuelle des discours haineux qu'il juge illusoire, il milite pour l'approbation d'une démarche méthodique pour identifier et atténuer les vecteurs de discours haineux en ligne et dans les médias. Pour ce faire, l'une des solutions c'est de se rapprocher des diffuseurs de messages à caractère haineux sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Janvier Njikam (UFP) pour sa part pense que l'observatoire doit jouer le rôle d'organe « chien de garde » pour l'Etat où les différents corps de métiers doivent être impliqués pour identifier, alerter et proposer des solutions d'atténuation des messages à caractère haineux dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Cedric Messambé (CNJC) propose que le mot « observatoire » soit changé car son interprétation peut créer des polémiques. Il propose les termes « coalition », « réseau », « plateforme » à la place. Toutefois, il est d'accord pour une synergie d'actions.

Ateki Seta a repris la parole pour préciser que l'approche à adopter au sein de cette initiative doit être inclusive et considérer tout le monde et doit nécessiter l'appui du gouvernement. Il propose qu'on peut greffer cette initiative aux organes existants et ayant pour vocation de lutter contre les discours haineux. Il réitère qu'il est impératif d'apporter les réponses idoines aux questions de durabilité de l'initiative, notamment en matière de gestion des ressources humaines. Il pense que si c'est exclusivement la société civile concernée, il sera difficile de trouver des sources de financements de

l'initiative. D'où sa proposition d'une collaboration multi-acteurs de compétences avérées pour que ça soit un espace de dialogue et de monitoring. Blaise Pascal Andzongo a tenu à préciser qu'on devrait être prudents sur les fondations de l'initiative de peur de rater les objectifs ; surtout sur le rôle qu'on voudrait attribuer aux acteurs gouvernementaux au sein de la dynamique. Il propose comme démarche méthodologique de l'observatoire la formule : Surveiller – Alerter – Réagir.

Thierry Didier Kuicheu (Association des Blogueurs du Cameroun - ABC) affirme son accord de principe sur l'idée de l'observatoire. Il rejoint Blaise Pascal sur la proposition de parler plutôt d'observatoire de la société civile. Il précise que l'ABC est entrain de mettre sur pied un projet de lutte contre les discours haineux avec l'appui de #defyhatenow. De ce fait, il confirme qu'il est disposé à mobiliser les blogueurs pour la réussite de l'initiative.

Dr Sakah reprend la parole pour proposer le terme « Working group of multistakeholders on hate speech » pour la dénomination de l'initiative. Il propose qu'elle soit une plateforme de dialogue, d'échanges entre OSC et le gouvernement.

Denis Mbezele à son tour, suggère qu'il ne faut pas trop compter sur le gouvernement pour participer à cette initiative. Par contre, il propose que la société civile doit dans un premier temps, bien élaborer ce projet, prendre des initiatives avec des résultats visibles. Plus tard, il sera possible de solliciter l'implication des acteurs publics. De même, pour les financements, il conseille de ne pas attendre quoi que ce soit de l'Etat. Mais il est possible de solutionner auprès des bailleurs de fonds nationaux et internationaux pour avoir des appuis et des contributions substantielles pour faire fonctionner l'initiative.

C'est sur ce point que Marie Noëlle Guichi a clôturé la session de réflexion en faisant le résumé des échanges. Elle a passé la parole à Ngala qui a adressé son mot de fin sur les perspectives directes de l'initiative notamment l'organisation d'un atelier de travail multi-acteurs pour la mise en place d'un

observatoire de lutte contre les discours haineux, la création d'une plateforme en ligne pour assurer la continuation des réflexions sur l'implémentation du dit projet et l'engagement de plus d'acteurs de domaines diversifiés dans cette initiative.

Rédigé par  
**TCHIENGUE Donald**

Lu & approuvé par  
**NGALA Desmond**

## A2. Agenda de l'atelier au Hilton

**Atelier de réflexion sur la mise en place d'un Mécanisme pluri-acteurs dédié à la lutte contre les discours de haine au Cameroun / Reflection meeting on setting up a multi-stakeholder mechanism to address hate speech in Cameroon**

**Date :** 15 Février 2024 / 15 February 2024

**Lieu / Venue :** Hotel Hilton

### 09h- 10h

Arrivée des participants / **Arrival of participants**  
Cérémonie d'ouverture - Phase protocolaire/  
**Opening ceremony - Protocol stage**

### 10h - 11h

- Introduction et chant de l'Hymne National/  
**Introductions and Singing of the National Anthem**  
- Mot du Représentant pays #defyhatenow/  
Civic Watch Cameroon/ **A word by the Country Representative of #defyhatenow/Civic Watch Cameroon**  
- Mot de Son Excellence M. l'Ambassadeur de la Délégation de l'UE au Cameroun / **A Word from H.E, The Ambassador of the European Union Delegation to Cameroon**

### Intermede

- **Exposé Inaugural / Keynote Address : Lutte**

contre les discours haineux à travers l'utilisation des outils numériques et les TIC au Cameroun: Contexte et Perspectives // **Mitigating hate speech through the use of digital tools and ICTs : Context and prospects in Cameroon.**

AKERE T. MUNA: Ancien Bâtonnier du Cameroun

- Mot d'Ouverture de Monsieur le Ministre de la Communication / **Opening Speech by the Minister of Communication**

Photo de Famille / **Family Photo**

**11h - 11h 30 :**

Pause-Café / **Coffee Break**

### 11h30 - 12h30

Panel // Panel Discussions: Réflexions sur les discours haineux et ses dérives : le rôle des acteurs locaux pour inverser la tendance à l'aune des élections au Cameroun // Reflections on hate speech and its consequences: the role of local actors in reversing the trends of hate speech on the eve of the elections in Cameroon.

Pr. Armand Leka Essomba: Sociologue, Professeur, Université de Yaoundé 1, Directeur exécutif du CERESC chez Université de Yaoundé 1

**Madama Yvonne Muma Bih:** Co-Foundateur du Cameroon Women Peacebuilders Movement  
et Membre du Cameroon Women Peace Convention

**Mr. Serge Bayimbe:** Spécialiste des programmes, expert en communication pour le  
développement chez UNESCO Afrique centrale

**Mr. Ngala Desmond:** President de l'Association Civic Watch/**Representative Pays  
#defyhatenow**

Echanges et discussions / **Feedback and discussions**

### Intermede

**12h45 – 13h45 :** Atelier de travail / **Working Sessions**

**Thématique principale / Central thème :** Quelles stratégies multi-acteurs à mettre en  
œuvre contre les discours haineux pour prévenir les tensions et les violences pour la stabilité  
au Cameroun? // **What multi-stakeholder approach can be put in place to combat hate  
speech and prevent tension and violence for stability in Cameroon?**

**Groupe 1 :** Réflexions sur la définition d'un cadre conceptuel et réglementaire des discours  
haineux au Cameroun: Comment comprendre la dynamique des discours haineux et  
ses dérives // **Discussions on the definition of a conceptual and regulatory framework  
for hate speech in Cameroon: How to understand the dynamics of hate speech and its  
consequences.**

**Groupe 2:** Idées et propositions sur la démarche méthodologique et de la stratégie  
opérationnelle à adopter pour détecter, analyser et atténuer les discours haineux dans les  
médias, en ligne et hors ligne // **Proposals and recommendations on the methodological  
approach and operational strategy to be adopted to detect, analyze and mitigate hate  
speech in media, online and offline.**

**Groupe 3:** Réflexions sur les stratégies de financements et d'appui de l'observatoire pour un  
impact à long terme / **Reflections on the funding and support strategies of the Working  
Group for long-term impact.**

**Groupe 4:** Réflexion sur les bonnes pratiques de communication et de sensibilisation pour  
l'engagement de plus d'acteurs dans la lutte contre les discours haineux / **Reflection on best  
practices in communication and awareness-raising to engage more stakeholders in the  
fight against hate speech**

**13h45 – 14h:** Prestation artistique et culturelle / **Artistic and cultural performance**

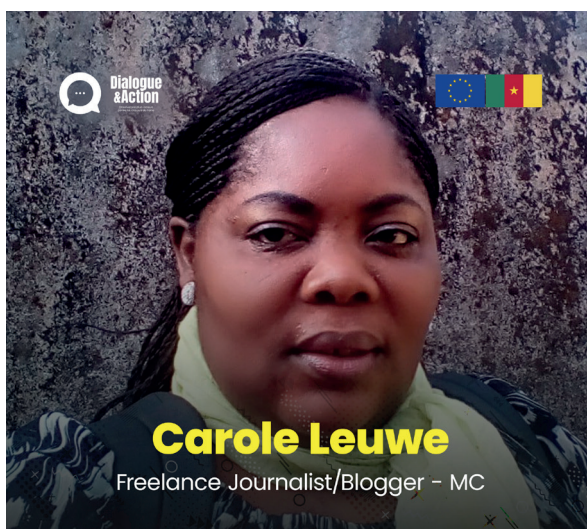
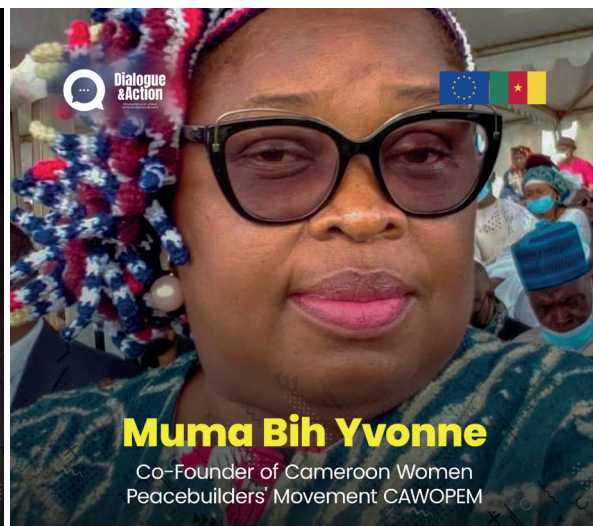
**14h – 14h15:** Lecture des recommandations / **Reading of the Recommendations**

**14h15 – 14h30** Remarques finales et clôture / **Closing remarks**

**Fin de l'événement & Repas / End of Conference & Lunch**



## A3. Quelques photos de l'atelier de travail







# Adopting a holistic and multi-stakeholder approach in **countering hate speech** in the **media and social media in Cameroon**

Adopter une synergie d'actions et une approche holistique dans **la lutte contre les discours de haine** dans les médias et les réseaux sociaux au Cameroun



**15.02.2024**

Hôtel Hilton - Yaoundé